



Les salariés se sont massivement exprimés pour le changement. Pas celui de Sarkozy. Celui que nous exigeons, ensemble. Nous ne pouvons pas ne pas répondre à cette exigence massivement exprimée. C'est une responsabilité que nous veillerons à assumer complètement. A tous les niveaux.

Plus de deux millions de salariés ont manifesté dans les rues du pays, et des centaines de milliers ont fait grève, pour exprimer leur colère contre les attaques qu'ils subissent, pour crier qu'ils refusent de supporter les conséquences d'une crise dont les responsables sont les profiteurs, pour dire bien haut qu'il faut que la solution vienne - vite - de leurs rangs, pour dénoncer le responsable politique et lui renvoyer son insolence en lui demandant si, cette fois-ci, il la voyait bien, la grève.

Un département entier, la Guadeloupe, est en grève depuis le 20 janvier, contre la hausse des prix et les salaires trop bas, contre le chômage.

Plus de quarante mille personnes ont manifesté dans les rues de Pau et de Bayonne, des dizaines de milliers ont fait grève.

Tous ces mouvements ont pour caractéristique commune l'ampleur des rassemblements, l'espoir de réussite qu'ils expriment, l'abandon enfin du sentiment d'impuissance et de résignation que le pouvoir s'acharne à cultiver sans cesse chez ses victimes.

Nous sommes enfin parvenus à organiser ce rassemblement de lutte, cette grève massive, ces manifestations énormes. « **Et maintenant ?** » est la question la plus fréquente posée jeudi soir.

Cet élan, cette rage joyeuse et décidée, cette participation massive de salariés qui participaient pour la première fois à une grève et à une manifestation, cette exigence d'aboutissement, nous n'avons pas le droit de les gaspiller, de ne pas faire tout ce que nous pouvons pour répondre à cette exigence d'unité et de changement, en les utilisant pour renverser le rapport de forces actuellement encore favorable au pouvoir.

On voit que des milliers de luttes naissent chaque jour dans les ateliers, les bureaux, les administrations, les hôpitaux, les tribunaux, la météo, les écoles, les collèges, les lycées et les universités, et dans bien d'autres endroits encore. Nous devons organiser des luttes partout où nous sommes présents, et les développer. L'université, par exemple, entre en lutte générale ce lundi. L'unité d'action entre tous ses salariés doit se rechercher, puis trouver le lien avec les luttes des étudiants.

Mais ce qui doit nous animer les heures et les jours qui viennent, c'est le souci de ne pas casser l'unité entre les salariés du privé et ceux du public, le souci de ne pas permettre que l'unité syndicale se rompe, en permettant aux organisations plus soucieuses d'accompagnement des « réformes » que de travail de rupture avec la logique de crise, de trouver des prétextes pour fuir. Seuls un rapport de forces syndical de bon niveau et une ligne d'action claire leur imposeront de rester.

Nous aurons assez rapidement une rencontre avec nos camarades de l'intersyndicale interprofessionnelle départementale, dès que les organisations nationales se seront réunies. Nous provoquerons également des rencontres au niveau des syndicats de la fonction publique. Quant à l'éducation nationale, la proximité du CTPD doit nous conduire à construire une réponse commune aux attaques incessantes du rectorat et de l'inspection d'académie.

D'ores et déjà, nous intervenons ce lundi en bureau départemental de la FSU pour envoyer un message à notre délégation à la rencontre nationale et lui indiquer que nous exigeons une suite de haut niveau revendicatif et unitaire à la journée du 29 janvier. Et vite.

Il ne faut pas cependant croire que c'est gagné d'avance : l'arrogance et la détermination du pouvoir n'ont pas disparu du seul fait de cette magnifique journée.

Voir la propagande antisyndicale massivement diffusée. Voir les lois scélérates s'entasser les unes sur les autres. Voir la répression qui s'abat sur nombre de ceux qui luttent. Voir le cortège de répression et de violence d'Etat qui accompagne les nombreux déplacements du président de la République.

Le même affirmait, menton en avant, le 16 janvier, devant les ambassadeurs du monde : « **Nous irons ensemble vers le Nouvel Ordre Mondial, et personne, je dis bien personne ne pourra s'y opposer** »

L'Ordre Nouveau du président est celui de l'Argent. Pas celui du progrès dont nous avons tous besoin. La méthode du président est la violence, le despotisme et le déni de démocratie.

La nôtre, c'est la force de l'unité et de l'action commune, du rassemblement très large des salariés qui souhaitent un autre monde.

Allons y, partout, organisons les collègues, expliquons les logiques antisociales, construisons les luttes et les perspectives. Le succès est à notre portée.

U&A FSU 64, le 1^{er} février 2009